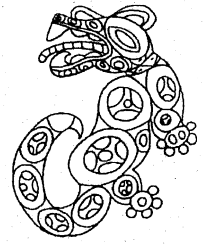




ARGENTINE



D 2148 • Ar8
16-30 avril 1997

Diffusion de l'information sur l'Amérique latine

DIAL • 38, rue du Doyenné - 69005 Lyon - France - Tél. 04 72 77 00 26 - Fax 04 72 40 96 70

MOTS-CLEFS
Église catholique
Épiscopat
Oecuménisme
Église-État
Pastorale sociale
Pauvreté

L'ÉPISCOPAT OUVRE LE DIALOGUE

Une évolution certaine se fait jour au sein de l'épiscopat argentin, qui fut sans aucun doute l'un des plus compromis avec les forces politiques et militaires en Amérique latine. Il vaut donc la peine de souligner les modifications positives apparues depuis quelque temps. C'est pourquoi nous publions ci-dessous un article de Dafne Sabanes

Plou, paru dans Noticias Aliadas, 6 février 1997 (Pérou), tout en faisant également place à une lettre du 26 février 1997 envoyée au président Carlos Menem par Mgr Miguel Esteban Hesayne, un des très rares évêques qui sut toujours faire preuve d'indépendance et de liberté évangélique.

Pour cette nouvelle année, les rapports entre les évêques et la société argentine s'annoncent différents et plus suivis.

Les nouvelles autorités de la Conférence épiscopale argentine ont entamé un dialogue régulier avec différents acteurs sociaux au cours du mois de décembre et ont créé une atmosphère favorable à l'intensification en 1997 des relations entre les évêques et les responsables des autres confessions religieuses, les politiques, les leaders syndicaux et la société en général.

La nouvelle commission exécutive de l'épiscopat catholique est présidée par Estanislao Karlic, archevêque de Paraná, un intellectuel politiquement modéré qui jouit d'un grand prestige sur le plan doctrinal. Il faisait partie des sept théologiens chargés de rédiger le nouveau Catéchisme que l'Église catholique a adopté récemment pour le monde entier.

Ce prélat est un homme simple et peu bavard, qui a été très franc dans ses relations avec la presse et a su s'exprimer avec des mots bien pesés au bon moment.

On est loin des paroles à l'emporte-pièce auxquelles avait habitué la population, le cardinal Antonio Quarracino, archevêque de Buenos Aires, le précédent président de l'épiscopat, qui avait toujours entretenu d'excellentes relations avec le gouvernement du président Carlos Menem et qui avait eu quelques difficultés avec les féministes, les homosexuels, les Mères de la Place de mai et d'autres groupes de défense des droits de l'homme, et avec la presse indépendante.

Non seulement l'archevêque Karlic et ses collaborateurs ont annoncé qu'ils étaient disposés au dialogue, mais ils sont passés aux actes. Dès la semaine suivant sa nomination, il a rendu visite à d'autres représentants religieux, au pouvoir exécutif, à la Cour suprême de justice et à la Confédération générale du travail.

Il est frappant de constater que l'archevêque lui-même et ses collaborateurs se sont déplacés pour ces visites - chose pratiquement inédite, puisque pour la première fois des autorités catholiques se sont rendues au siège de la Fédération argentine des Églises

évangéliques, qui regroupe une trentaine d'Églises protestantes de divers courants, dont le Pentecôtisme. Ils ont également rendu visite aux autorités des Églises orthodoxes et aux représentants des confessions juive et islamique.

Les nouvelles autorités catholiques ont profité de cette occasion pour donner une nouvelle tournure à leurs relations avec le gouvernement¹. Comme l'a fait remarquer le journaliste catholique José Ignacio López, cette prise de distance "ne signifie pas une confrontation, mais plutôt une façon de préserver la liberté de prêcher l'Évangile avec les conséquences que cela implique sur le plan social et moral, et c'est une façon de respecter l'autonomie des pouvoirs".

Dans ce sens, on espère que la Commission pastorale sociale de l'Épiscopat va retrouver une parole indépendante. En effet, celui qui a été

1. La réforme constitutionnelle du 22 août 1994, sous le gouvernement de Carlos Menem, consacre la fin du catholicisme comme religion d'État et établit la séparation de l'Église et l'État en Argentine (cf. DIAL D 1927 et D 1928 (NdT)).

nommé à sa tête est le cardinal Raúl Primatesta, archevêque de Córdoba, qui, malgré son âge avancé, est un homme qui a beaucoup travaillé sur les questions sociales dans ce pays et jouit d'un grand respect dans les milieux syndicaux et les organisations non gouvernementales.

Le premier indice de cette nouvelle politique de l'épiscopat est apparu dans le communiqué de presse de la Commission épiscopale après sa première réunion avec le président Menem. Le communiqué souligne que durant l'audience, "il a été question du renforcement des liens de la famille, de l'importance des médias dans la formation d'une nouvelle culture, de la situation des retraités, de la gravité du chômage et du souci que la flexibilité de l'emploi à l'ordre du jour ne compromette pas les acquis sociaux et la dignité des travailleurs".

Les lois sur la flexibilité de l'emploi que le gouvernement de Menem veut mettre en place ont rencontré une opposition au sein même du Congrès : les législateurs de la majorité gouvernementale eux-mêmes ne sont pas disposés à les voter.

Dans son analyse de cette prise de position de l'épiscopat, le journaliste López a indiqué que "les évêques ne s'expriment pas en tant que juristes et n'entrent pas en techniciens dans les méandres de la législation du travail, mais ils mettent en garde les autorités par rapport à la situation angoissante des travailleurs, et ils se montrent, sur les principes, prêts à proclamer la doctrine sociale de l'Église dans toute son actualité"².

Mais cette nouvelle ligne de conduite de l'Épiscopat n'annonce pas seulement une plus grande activité dans le domaine de la pastorale sociale. En effet, celui que se trouve maintenant à la tête de la Commission des finances de l'épiscopat est l'évêque Carmelo Giaquinta, archevêque de Resistencia,

un ferme défenseur de l'indépendance économique de l'Église catholique et de la nécessité de travailler avec les fidèles pour qu'ils prennent conscience de l'importance de faire vivre l'Église par leurs offrandes. A ce sujet, il a dit qu'"il n'est pas question ici de ramasser de l'argent, mais de changer les mentalités et les comportements, pour que les fidèles vivent la pauvreté évangélique et le détachement".

En effet, bien que l'État argentin se déclare laïc, l'Église catholique reçoit chaque année 8,3 millions de dollars de subvention, car, d'après le gouvernement de Menem, puisque la majorité de la population est catholique, l'obligation de faire vivre l'Église relève autant du gouvernement que des fidèles. Cette somme néanmoins est très inférieure à ce qu'elle était il y a cinq ans, où elle atteignait 14 millions de dollars pour l'année. Cependant, l'État continue à verser un salaire de 1 300 dollars par mois à la petite centaine d'évêques que compte le pays, et il paie les frais des visites *adlimina* que chaque évêque doit effectuer à Rome tous les cinq ans.

L'évêque Giaquinta veut ouvrir un débat public sur les modes de financement du culte pour savoir ce que pensent les fidèles par rapport au renoncement aux fonds venant de l'État. Déjà il a fait savoir que "c'est le peuple chrétien qui doit être l'acteur principal de la réforme économique de l'Église". D'ailleurs, il a dit très clairement que la première chose à faire n'est pas de chercher une méthode efficace pour que l'Église s'autofinance, mais de "dire et redire l'obligation faite à tous les chrétiens de vivre la pauvreté selon l'Évangile".

Traduction DIAL.

En cas de reproduction, mentionner la source DIAL.

2. Cf. DIAL D 2070 (NdT).

Lettre de Mgr Miguel Hesayne, évêque émérite de Viedma, au président Carlos Menem

Azul, le 26 février 1997

J'écris cette lettre, poussé par le souci pastoral de m'unir à la clameur de millions d'Argentins qui non seulement ne parviennent pas à "boucler leur fin du mois" faute d'avoir l'argent indispensable pour vivre, mais qui ne parviennent pas en fin de journée avec la nourriture indispensable, avec les soins médicaux nécessaires et qui ne peuvent jouir d'une vie familiale modestement digne. En bref : pour vivre comme des êtres humains. La gravité de la situation sociale est si aiguë que des millions d'Argentins sont pratiquement condamnés à la mort lente par dénutrition et faute d'accéder aux moyens élémentaires pour assurer leur santé... Les enquêtes publiées, même les plus bienveillantes, donnent une idée de la réalité tragique des conséquences de l'injustice sociale régnante.(...)

Monsieur le président, le peuple argentin qui souffre fait preuve d'une admirable patience ! Mais il ne faut pas oublier que l'injustice sociale est à la racine de la spirale de toutes les violences.(...)

Quand je vois à la messe les responsables de cette politique économique injuste qui engendre le chômage, la faim et la maladie dans une majorité inquiétante de la population, je pense aux reproches de saint Paul aux chrétiens de Corinthe parce qu'ils étaient injustes dans la répartition de la nourriture matérielle tout en osant partager la même Eucharistie, comportement qui, au lieu de les rendre agréables, les condamne devant Dieu (1 Cor, 11,17) (...)



Directeur de la publication : Alain Durand

Imprimerie des Monts du Lyonnais - Commission paritaire de presse : 56249

DIAL • 38 rue du Doyné - 69005 LYON • Tél. 04 72 77 00 26 • Fax 04 72 40 96 70 • E-mail : dial@globenet.org

Abonnement annuel : France 410 F • Europe 455 F • Avion Amérique latine - Afrique 515 F • USA-Canada 505 F

Points rencontre à Paris : CEDAL (Centre d'Etude du Développement en Amérique latine) - 43 ter, rue de la Glacière - 75013 Paris
Tél. 01 43 37 87 14 - Fax 01 43 37 87 18 et Service Droits de l'Homme - Cimade - 176 rue de Grenelle - 75007 Paris - Tél. 01 44 18 60 50
Fax 01 45 55 28 13.